

Le tourisme dans l'espace caribéen

Logiques des flux et enjeux de développement

Olivier Dehoorne

Volume 26, Number 1, Spring 2007

Tourisme dans la Caraïbe : logiques régionales et perspectives de développement

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1070989ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1070989ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (print)

1923-2705 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dehoorne, O. (2007). Le tourisme dans l'espace caribéen : logiques des flux et enjeux de développement. *Téoros*, 26(1), 6–14.
<https://doi.org/10.7202/1070989ar>



Le tourisme dans l'espace caribéen

Logiques des flux et enjeux de développement

Olivier Dehoorne

Les îles et les rivages de la Caraïbe, destinations exotiques longtemps réservées à quelques élites, s'ouvrent largement au tourisme de masse. Les premiers déplacements touristiques étaient le fait d'industriels, de banquiers et d'hommes d'affaires en général qui, dès le XIX^e siècle, rejoignaient l'archipel des Bahamas (et Hot Island) à partir de liaisons maritimes au départ de New York (Burac, 1999). Le déploiement des transports aériens organisés à partir des grandes métropoles nord-américaines et européennes accompagne désormais la diffusion des flux touristiques. Les premières liaisons aériennes dans la Caraïbe remontent au début du XX^e siècle avec l'ouverture des lignes de la Pan American Airways entre La Havane et les États-Unis. Ensuite, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un premier réseau aérien consacre les principales destinations du moment. La démocratisation s'annonce dans les années 1960 avec le début des vols charters et des gros-porteurs du type Boeing 747 et DC-10. Mais ce n'est qu'au cours des vingt dernières années que la région connaît des arrivées touristiques significatives grâce à la libéralisation des transports aériens et à la multiplication des vols charters. Ces vols étaient d'abord centrés sur les aéroports majeurs des villes capitales et bien des îles demeuraient d'accès difficile, nécessitant d'ultimes transports locaux, relativement longs. Dorénavant, les vols internationaux relient directement les métropoles émettrices au cœur des zones de séjour, comme Cayo Largo (Cuba), Porlamar (île de Margarita, Venezuela) ou Roatan (Honduras).

La quantification des flux touristiques reste délicate dans l'espace caribéen qui s'est construit à travers des mobilités variées. Tout d'abord le qualificatif de touriste est lar-

gement accordé à des personnes dont les déplacements relèvent de motifs divers, comme les expatriés des communautés caribéennes qui, lors de leur retour au pays, sont comptabilisés comme des touristes internationaux. Les flux sont particulièrement significatifs dans des pays comme la Jamaïque, Trinidad ou la République dominicaine, voire Haïti, avec officiellement 100 000 touristes. En 1998, les séjours temporaires de ces expatriés ont concerné de 800 000 à un million de personnes à Porto Rico (Cameron, 2000) ; or, les motivations de ces visiteurs relèvent plus des retrouvailles familiales que d'un voyage de plaisir pour jouir des plages et du soleil.

Derrière ces visiteurs internationaux se dissimulent aussi nombre d'émigrés potentiels dont le déplacement dit « touristique » est l'alibi indispensable pour quitter leur pays. Ces « faux touristes » peuvent alors travailler clandestinement dans les lieux touristiques ou effectuer des escales stratégiques pour tenter de rejoindre les métropoles d'Amérique du Nord et d'Europe (Audebert, 2000). Enfin, le recensement des flux touristiques transfrontaliers, de voisinage, pose également des problèmes, tant sur la partie continentale qu'insulaire de la Caraïbe. En dépit de ces limites incontournables (surestimation à l'échelle internationale et sous-estimation sur le plan intra-régional), la fréquentation de l'espace caribéen peut désormais être estimée à quelque 25 millions de touristes internationaux et régionaux dans la partie insulaire et à 45 millions sur l'ensemble des territoires de la Grande Caraïbe (Dehoorne, 2006).

Enfin, il convient d'insister sur le fait que l'activité touristique se caractérise par le déplacement de consommateurs (les touristes) vers les lieux de production (les pays d'accueil) ; les consommations sont attachées à des ressources territorialisées (Williams et

Hall, 2000). Et si celles-ci s'intéressent particulièrement à la dimension immatérielle des territoires d'accueil (la photographie d'une plage au soleil couchant), elles n'en reposent pas moins sur des ressources matérielles essentielles (comme l'eau potable, le lagon) déjà intégrées localement à des logiques de consommation. Les consommations touristiques contribuent donc à accentuer les pressions anthropiques autour des ressources du lieu.

Dans le contexte de cette étude, nous proposons de mettre en évidence l'importance et les logiques spatiales des flux qui permettent désormais de qualifier ce phénomène touristique de massif et ensuite d'ouvrir quelques pistes de réflexion sur les enjeux d'ordres économique et de développement plus généralement.

Des pratiques élitistes au tourisme de masse, vers une réorganisation de l'espace touristique caribéen

Les flux dans l'espace caribéen

Incontestablement, au regard de l'importance des arrivées qui caractérisent les principales destinations insulaires, une nouvelle frontière touristique s'est ouverte à la fin des années 1980 : les rivages caribéens sont entrés dans l'ère du tourisme de masse, portés par l'affirmation de quelques grandes destinations reconnues (Cancun, Porto Rico, Cuba, République dominicaine). Si globalement le volume d'activités apparaît relativement modeste à l'échelle mondiale (loin des niveaux de fréquentation des rivages de la Méditerranée), celui-ci doit être reconsidéré au regard des spécificités des territoires d'accueil (exiguïté, niveau de peuplement et de richesse) et de l'importante polarisation



sur quelques secteurs d'accueil privilégiés. Ainsi, l'ensemble de la Caraïbe insulaire compte un touriste pour cinq habitants. Le ratio s'élève localement à un pour neuf dans les îles Turks et Caïcos et atteint un pour 14 dans les îles Vierges britanniques.

L'espace caribéen est inégalement touristique. De fortes concentrations ponctuelles s'opposent à des territoires négligés à l'image du contraste manifeste entre les deux entités politiques qui se partagent l'île d'Hispaniola : la République dominicaine avec plus de 3,5 millions de touristes et Haïti avec moins de 100 000 en 2004 (carte 1).

Très sensibles aux conditions de sécurité, les niveaux d'activité fluctuent rapidement, comme le démontrent les fluctuations de ces niveaux sur les rivages sud-américains de la Caraïbe, considérablement fragilisés durant la dernière décennie par l'instabilité et les tensions sociales. Après plusieurs années de recul, la Colombie vient de retrouver en 2004 un volume d'activité proche de celui de 1990 (environ

Tableau 1

Les dix premières destinations touristiques de la Caraïbe insulaire.

Caraïbe insulaire	1990	1995	2000	2004 *
Porto Rico	2 560 000	3 131 000	3 341 000	3 541 000
République dominicaine	1 305 000	1 776 000	2 978 000	3 450 000
Cuba	327 000	742 000	1 741 000	2 017 000
Bahamas	1 562 000	1 598 000	1 544 000	1 561 000
Jamaïque	989 000	1 147 000	1 323 000	1 415 000
Aruba	433 000	619 000	721 000	728 000
Barbade	432 000	442 000	545 000	552 000
Îles Vierges É-U	463 000	454 000	446 000	544 000
Saint-Martin	545 000	449 000	432 000	475 000
Martinique	282 000	457 000	526 000	471 000

* Estimations.

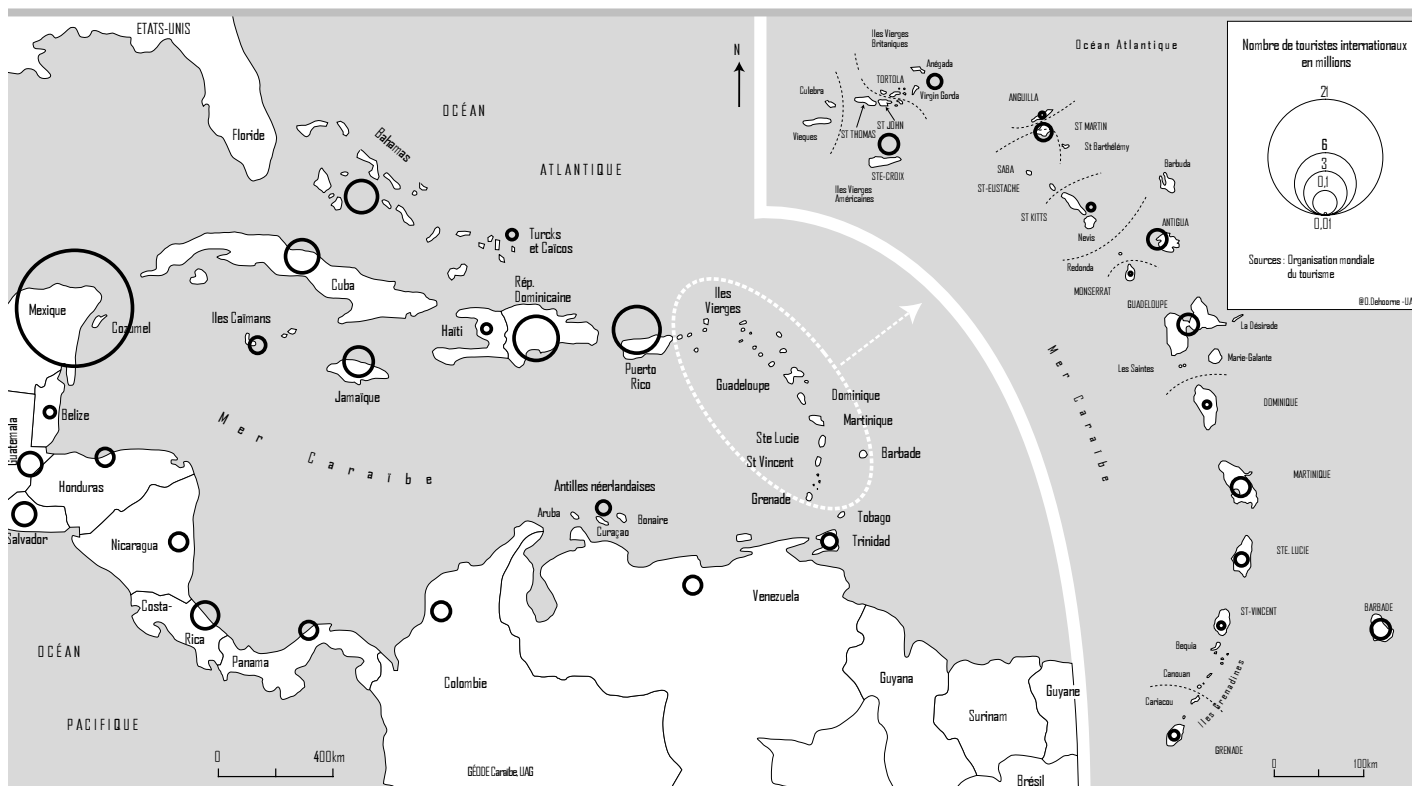
Source : Organisation mondiale du tourisme, *Aperçu mondial et actualité touristique*, Madrid (statistiques pour chaque année analysée).

800 000 touristes), grâce à une croissance annuelle moyenne de 9,2 % depuis 2000. Toujours en 2004, le voisin vénézuélien, après huit années successives de déclin, regagne quelque 150 000 visiteurs qui lui permettent d'approcher le cap du demi-million.

Les grandes îles de la Caraïbe optent donc pour des stratégies de masse. Elles s'organisent autour d'importants complexes balnéaires à partir desquels sont proposés des séjours à des coûts relativement faibles. L'exemple de Cuba s'avère significatif : au

Carte 1

Les touristes internationaux dans l'espace caribéen en 2003



Source : Caribbean Tourism Organization.



début des années 1990, l'île a retrouvé le niveau d'activité de 1957, qu'elle avait perdu à la suite de la révolution socialiste ; le seuil des deux millions de touristes est franchi en 2004. Certaines destinations se consacrent au tourisme de luxe, à dominante américaine, comme les îles Caïmans, Turks et Caicos, Tobago et Saint-Barthélemy. Ces îles restent en quelque sorte des « paradis » préservés, isolés du reste du monde. Le volume des capacités des hébergements marchands y est volontairement réduit. D'autres territoires présentent des formules mixtes où se côtoient des structures hôtelières de qualité (classes supérieures) et quelques formules d'hébergement à des prix modérés comme les chambres d'hôte de la Barbade et de Porto Rico.

L'avènement du tourisme de masse s'accompagne d'un redéploiement des fonctions touristiques dans l'espace caribéen. Les élites se préservent quelques lieux anciennement mis en tourisme et s'inventent de nouveaux refuges paradisiaques « épargnés » par les vols charters, comme dans les îles côtières du golfe du Honduras. La préservation de lieux réservés aux élites s'effectue par le biais de critères financiers (Saint-Barthélemy, Moustique).

Des nouveaux complexes balnéaires, spacieux et enclavés, à l'écart des espaces urbanisés, accueillent les classes moyennes occidentales qui séjournent dans la Caraïbe (Isabela à Porto Rico, Punta Cana à Saint-Domingue). À l'inverse, d'autres stations plus anciennement touristiques perdent de leur valeur, notamment sous l'effet d'une urbanisation peu maîtrisée, source de nuisances multiples et variées (embouteillages, pollution, petite criminalité). Ces dernières s'ouvrent alors aux clientèles nationales qui réinvestissent ces anciens « hauts lieux » du tourisme international (par ex. : Porto Rico, Barbade, Antilles françaises).

Les logiques touristiques antagonistes (pratiques élitistes et tourisme de masse) se fondent alors dans la complexité des sociétés d'accueil ; de nouvelles associations d'intérêts se dessinent et les différents protagonistes usent régulièrement des arguments d'ordre écologique pour défendre leurs intérêts.

L'affirmation du tourisme intra-régional et national

Peu étudiées à ce jour, les pratiques touristiques intérieures et intra-régionales apportent une nouvelle dimension au tourisme caribéen ; au-delà de la Caraïbe, ces réalités concernent aujourd'hui l'ensemble des pays en développement en général. Il convient donc de prendre la mesure d'une Caraïbe qui est également une région émettrice de touristes. L'exemple du Mexique est particulièrement significatif : en 2002 les Mexicains ont totalisé 57,475 millions de nuitées touristiques dans leur pays contre moins de 30 millions de nuitées par les touristes internationaux. Le Mexique a également émis plus de 12 millions de touristes à travers le monde et principalement dans son espace régional (OMT, 2003). Comme autres exemples, citons le Honduras, où les nationaux ont effectué presque 30 % des nuitées touristiques de leur pays et Belize où la part des nuitées relevant des nationaux est de 11 % (soit plus de 60 000 nuitées). L'origine géographique des touristes dans ce dernier pays (tableau 2) atteste du rôle des clientèles régionales dans la croissance de l'activité.

Les observations similaires peuvent être relevées dans les îles comme la Barbade où 22 % des 531 000 touristes internationaux reçus en 2002 résidaient dans la Caraïbe. La part des touristes régionaux s'élève même à 27 % du total des touristes internationaux à Curaçao et elle atteint 40 % dans l'archipel de Saint-Vincent et les Grenadines.

Au regard des pratiques de ces nouvelles catégories de touristes, deux types de comportements peuvent être observés :

- Dans le cadre de ce tourisme naissant, de nouvelles catégories de populations, plutôt jeunes et modestes, s'initient aux loisirs en recourant à des logistiques peu onéreuses, avec des hébergements de moindre qualité, hors des circuits commerciaux internationaux. Ce sont tout d'abord des excursions à la plage, en famille, avec la communauté villageoise ou de quartier, et des séjours de quelques jours à partir d'un petit campement plus ou moins informel ou de location chez l'habitant. Pour l'heure, ces visiteurs fréquentent peu les plages internationales de leur pays, parfois privées ou d'accès contrôlé, et se concentrent davantage sur quelques secteurs littoraux, moins réputés et faiblement aménagés.

Tableau 2

L'origine géographique des touristes séjournant au Belize

Origine	1998	2000	2002	Parts en 2002 (en %)
États-Unis	87 991	104 717	104 603	52,4
Europe	25 638	27 674	29 115	14,6
Canada	9 416	9 205	9 185	4,6
Expatriés béliziens	13 104	14 106	11 896	6
Guatemala	9 631	17 313	21 184	10,6
Mexique	8 877	8 688	8 413	4,2
Autres	21 397	14 063	15 126	7,6
Total	176 054	195 766	199 521	100

Source : Immigration Department, Belize, 2003.

- Les touristes issus des classes supérieures – anciennes et émergentes –, dont la représentation est proportionnelle à la pyramide sociale du pays, sachant que les disparités de revenus sont très fortes au sein de ces pays où les classes moyennes sont faiblement représentées. Ils se déplacent principalement en avion, se mêlent aux touristes occidentaux et s'affichent dans les lieux touristiques réputés de la région.

Les logiques du bassin touristique caribéen

Plusieurs enseignements peuvent être dégagés à partir de l'analyse spatiale des flux dans l'espace caribéen. En premier lieu, la diffusion s'effectue suivant un modèle centre / périphérie caractérisé par la domination des métropoles émettrices qui contrôlent l'essentiel des flux à destination de la périphérie. La Caraïbe, périphérie touristique, dépend donc de la proximité d'importants foyers de richesse nord-américains, qui constituent son stock de touristes potentiels. Ce sont d'abord les régions urbaines nord-américaines qui animent le marché touristique caribéen où elles émettent plus de 70 % des touristes (OMT, 2003). Même s'il existe des liens transatlantiques privilégiés entre certaines destinations caribéennes et quelques métropoles européennes (comme Paris, Londres, Amsterdam, voire Madrid), il n'en demeure pas moins que les dynamiques régionales sont d'abord impulsées par le nord du continent. L'exemple de l'Allemagne illustre cette logique : si les Allemands effectuent les deux tiers de leurs séjours touristiques à l'étranger (soit 789 millions de nuitées), plus de 40 % sont ef-



fectués dans un pays limitrophe et 88 % en Europe (OMT, 1999) et seulement 1 % de ces séjours concernent la Caraïbe, pour un volume équivalent à 8 millions de nuitées.

Les flux de proximité (nord-sud) sont renforcés par d'autres flux qui s'inscrivent dans un schéma transocéanique. Ces derniers sont secondaires à l'échelle de la région, mais, ponctuellement, ils peuvent dominer certaines petites destinations comme les îles sous dépendance française (Guadeloupe, Martinique, une partie de Saint-Martin), britannique (Anguilla, Cayman, Montserrat...) ou néerlandaise (Curaçao, Aruba, Saba, la seconde partie de Saint-Martin). L'existence de liens privilégiés d'ordres historique, culturel, linguistique et politique favorise le maintien de ces réseaux, parfois confortés par des associations économiques ou politiques, comme dans le cas des membres du Commonwealth britannique (Sainte-Lucie, Turks et Caicos, Barbade). Des logiques réticulaires troublent ainsi la dynamique centre / périphérie, qui correspond aussi à un contact nord-sud.

Ce bassin touristique juxtapose des pays aux niveaux de vie extrêmement contrastés. En matière de délocalisation industrielle, les avantages économiques et sociaux mis en avant par les différents États favorisent un glissement vers de nouveaux territoires « plus au sud » qui cumulent des avantages sociaux et fiscaux. Dans la mesure où les pays d'accueil sont à même de donner les garanties nécessaires sur les plans logistique, sanitaire et sécuritaire, tout en demeurant dans un périmètre aérien n'excédant pas quatre heures au départ des foyers émetteurs, le différentiel économique constitue un argument de poids dans ce contexte régional très concurrentiel.

Enfin, ces flux de direction nord-sud répondent aussi à un tropisme des suds, un attrait pour des régions tropicales et subtropicales, « ce monde sans hiver ».

Les liens spécifiques établis entre les foyers émetteurs majeurs et certaines destinations conduisent à un partage de cet espace caribéen qui contribue à renforcer l'emprise de clientèles nationales et de catégories monolithiques – correspondant aux fameuses niches de consommateurs – sur les territoires d'accueil. Les offres s'uniformisent et chaque entité cible quelques marchés émetteurs privilégiés. Plus que

jamais, ce marché régional apparaît fragmenté, sous contrôle, comme le démontrent les logiques spatiales des différents transporteurs aériens qui se partagent cet espace. Ces réalités se traduisent par la commercialisation de produits touristiques peu originaux, se différenciant seulement les uns des autres par leur niveau de prestations et donc les prix affichés, selon les catégories de clientèles ciblées. L'espace touristique caribéen est marqué par des discontinuités ; de véritables frontières (économique, politique) protègent des îles réservées (où l'accessibilité se limite parfois à des pistes d'atterrissage privées) et isolent les « îles cul-de-sac » (territoire non touristique), tandis que des échanges s'établissent entre les territoires de niveau de développement sensiblement identique.

L'insoutenable concurrence régionale : lorsque la crise touristique s'installe dans les Antilles françaises

Longtemps protégées par leur position privilégiée sur le marché français, les Antilles françaises ont été surprises par l'essor du marché régional ; rappelons que, au cours de la période 1990-2002, les taux de croissance touristique annuels ont été respectivement de 9,4 % et de 14,3 % pour la République dominicaine et Cuba. Loin d'imaginer la crise touristique qui pouvait sévir sous les tropiques, les propos des responsables de l'époque étaient très optimistes : les Antilles françaises semblaient « bien équipées pour affronter la vive concurrence du marché caribéen ». Le tourisme était alors le premier secteur économique de la Martinique avec plus de 10 000 salariés, soit plus de 10 % de la population active à la fin des années 1990. Mais, alors que le rythme de la croissance commençait à marquer le pas et que

les autres îles des Antilles envisageaient une diversification de leurs clientèles tout en se positionnant davantage sur les marchés de proximité nord-américains (comme les Antilles néerlandaises), les Antilles françaises consolidaient leur relation privilégiée avec le marché français.

La Martinique n'a cessé de perdre des visiteurs depuis 1998. Le secteur de la croisière est le plus lourdement touché par la crise, avec moins de 100 000 croisiéristes (répartis sur 151 navires) qui ont fait escale dans l'île en 2005 ! Il est loin le temps où l'île accueillait annuellement plus de 500 bateaux de croisière (506 en 1992 et 678 en 1991).

L'évolution de l'origine géographique des touristes illustre cette récession de l'activité. Alors qu'en 1987 les visiteurs venaient de France et d'Europe (avec respectivement 58,8 % et 6,3 % des parts), mais aussi d'Amérique du Nord (22,7 %) et de l'espace caribéen (11,2 %), la croissance des années 1990 reposait d'abord sur les clientèles françaises (70,8 %) et deuxièmement européennes, tandis que la présence des Nord-Américains régressait (12,5 %). La part de ces derniers n'était plus que de 3,8 % en 1998 contre 80,1 % pour les Français ; et sur les 3 millions de nuitées enregistrées en 2005, la part des Étatsuniens n'était plus que de 0,8 %, celle des Canadiens de 1,1 % et celle des Européens de 3,1 % ! Les Français représentaient désormais 87,5 % des touristes.

Le déclin des clientèles nord-américaines, dissimulé sur le plan comptable par l'essor du marché français, était annonciateur de la réorientation de l'activité touristique des Antilles françaises : ces îles ne constituaient plus des destinations réservées, élitistes. Les îles passaient d'un tourisme haut de gamme à un tourisme de masse, « plus dé-

Tableau 3

La fréquentation touristique de la Martinique, de 1985 à 2005

	1985	1990	1995	1998	2000	2005
Touristes de séjour	183 783	281 517	457 226	548 766	526 290	513 886
Croisiéristes	152 989	421 259	428 032	414 588	290 097	93 063
Plaisanciers	24 854	28 058	43 712	44 097	44 825	29 759
Autres excursionnistes*	-	2 524	9 150	32 310	67 525	32 111
TOTAL	361 626	733 358	938 120	1 039 761	928 737	668 819

* Les autres excursionnistes sont des visiteurs qui relèvent du trafic inter-île (aérien ou maritime).

Source : Comité martiniquais du Tourisme.



mocratisé », avec de nouvelles pratiques et de nouvelles consommations ; arrivaient alors les fameux « touristes fwanséz¹ », moins aisés, qualifiés localement de « touristes sac à dos qui envahissent les plages ».

Depuis le milieu des années 1990, la fidélité des touristes français s'érode. Lorsque le Sud côtoie le Nord sous le soleil des tropiques, les touristes diversifient davantage leurs expériences en tirant profit des effets de la concurrence et donc des meilleures offres du moment. La question des transports aériens et de l'ouverture de nouvelles dessertes avec l'Amérique du Nord est cruciale pour l'avenir des Antilles françaises. Mais, pour l'heure, les établissements hôteliers vieillissent, faute d'investissement significatif pour renouveler une offre qui perd de sa lisibilité entre la nostalgie des élites d'hier et la présence des touristes français, plus populaires, qui n'ont pas tou-

jours le sentiment d'être les bienvenus. Les effets de la crise sont contenus par l'importance des consommations touristiques intérieures, qui associent de véritables séjours touristiques dans des structures marchandes, des pratiques récréatives et des loisirs de proximité.

Les enjeux économiques du tourisme

L'importance des revenus touristiques

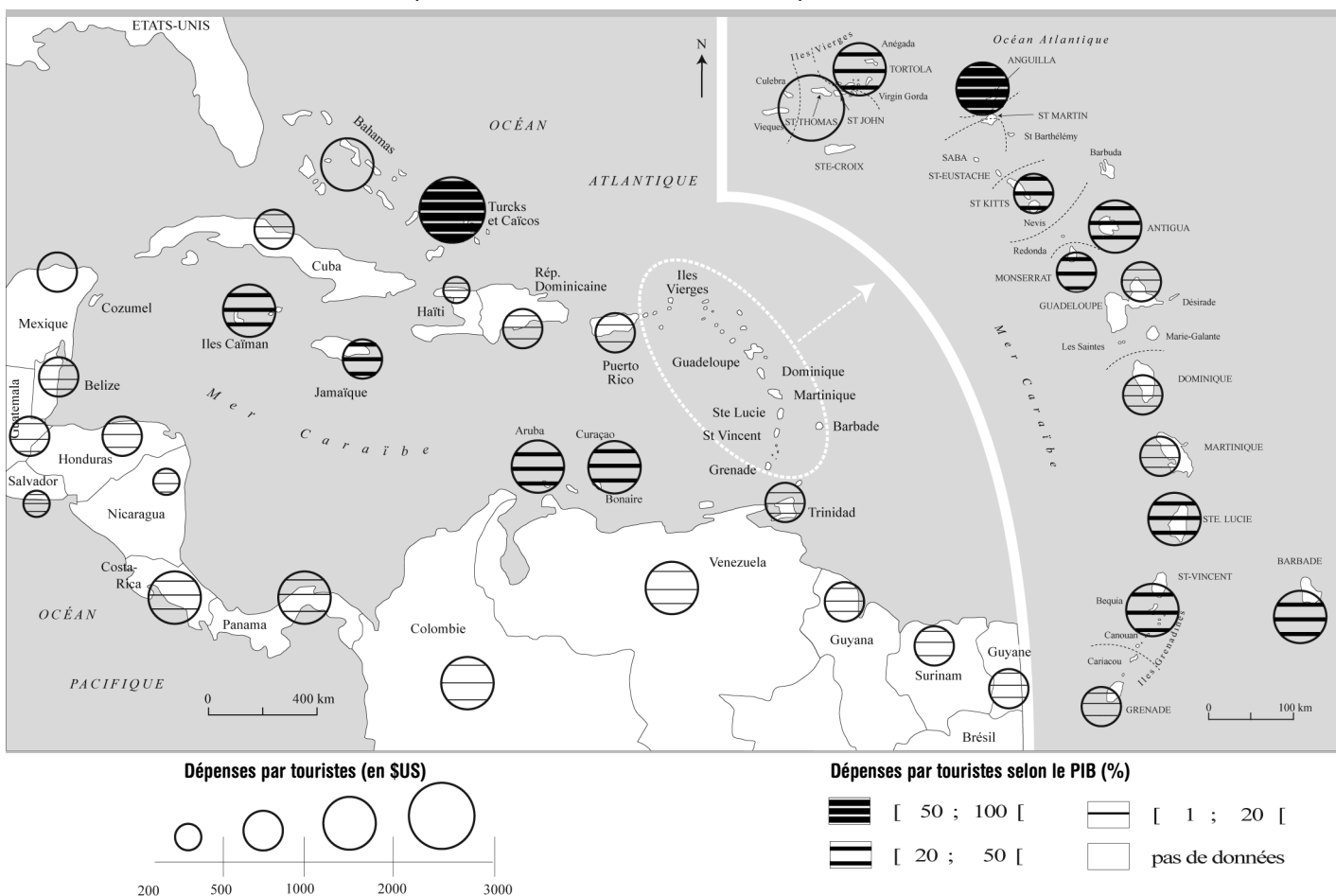
La jeune économie touristique de la Caraïbe a commencé à suppléer les revenus issus des traditionnelles économies de plantation à partir de la fin des années 1980. Sa prédominance n'a cessé de s'affirmer et le secteur est désormais le principal pourvoyeur de devises. Le tourisme international procure quelques 19 milliards USD aux économies de la Caraïbe in-

sulaire (OMT, 2005), mais leur diffusion reste elle aussi très sélective. Les emplois touristiques, estimés à 400 000 en 1990 (Gayle et Goodrich, 1993), sont désormais de l'ordre de 2,5 millions USD (World Travel and Tourism Council, 2001). Ce secteur soutient donc directement et indirectement 15,5 % des emplois de la région, contre 6,3 % des emplois à l'échelle mondiale. Dans certains cas, le tourisme procure les deux tiers des emplois (îles Vierges américaines) et ses revenus peuvent approcher les 20 000 USD par habitant (îles Caïmans).

Le tourisme s'affirme comme une activité primordiale pour la plupart des économies de la région ; ses recettes peuvent facilement couvrir plus de la moitié du PNB (produit national brut), comme à Sainte-Lucie (64 %), Antigua et Barbuda (74 %), les îles Vierges britanniques (82 %) ; le record appartient aux îles Turks et Caïcos, avec 91 % du PNB.

Carte 2

Les dépenses des touristes internationaux dans l'espace caribéen en 2003



Source : Caribbean Tourism Organization.



Les progressions sont significatives dans les nouvelles destinations comme Cuba (1915 millions USD en 2005 contre 243 millions en 1990) ou la République dominicaine (3180 millions USD en 2004 contre 900 millions en 1990) et l'impact est considérable pour les économies plus défavorisées comme celles de Panama (685 millions USD en 2004), du Nicaragua (187 millions USD en 2004 et 129 millions en 2000) ou encore du Honduras (29 millions USD en 1990, 260 millions en 2000, puis 396 millions en 2004).

L'économie de la région, depuis ses origines, s'inscrit dans un long processus de dominations d'externalités, du système des plantations à la conversion en faveur du tourisme. L'agriculture (canne à sucre, banane, ananas) et les produits dérivés (rhum) continuent d'être ponctuellement une importante source de revenus, mais leur part régresse constamment face aux concurrences internationale et intra-régionale, avec le poids de quelques multinationales qui contrôlent l'ensemble de la filière (des lieux de productions aux consommateurs).

Le tourisme vient donc à la rescousse de ces économies de plantation en difficulté, par exemple dans l'île de Sainte-Lucie où les revenus de la banane ont représenté jusqu'à 85 % de la valeur des exportations du pays. Et c'est aussi le cas de Cuba qui a effectué jusqu'aux trois quarts de ses échanges – essentiellement des produits agricoles – avec les pays socialistes ; le tourisme est désormais la première source de devises pour l'île qui compte 40 000 chambres d'hôtels.

Ces économies extraverties, sous domination, passent d'un cycle de production à un autre. En effet, les mécanismes de développement en faveur du tout tourisme s'inscrivent dans le prolongement du cycle des plantations : économies extraverties, contrôle des marchés par des groupes transnationaux et concurrence exacerbée autour d'une monoproduction. Les logiques à court terme ne jouent pas en faveur d'une diversification raisonnée.

De la nécessité de reconsidérer les revenus touristiques

En dépit de l'importance des flux financiers qui circulent dans cet espace, la part des revenus qui contribue véritablement au développement de ces nations peut être considérée comme insuffisante. Plusieurs raisons expliquent la faiblesse de l'effet d'entraîne-

ment attendu : tout d'abord l'importance du séjour tout compris, principalement conçu et acheté dans le pays d'origine du consommateur ; la part la plus confortable des revenus appartient alors à ceux qui contrôlent le marché (l'accès direct aux consommateurs potentiels, les transports aériens, parfois jusqu'aux structures d'accueil). Ces formules sont très répandues dans la région.

Il faut également souligner l'importance des capitaux étrangers dans la région où plus de 60 % des structures hôtelières appartiennent à des ressortissants étrangers (Pattullo, 1996). Les premiers bénéficiaires sont alors les investisseurs internationaux (nord-américains, européens et sud-africains) qui profitent de séduisantes fiscalités qui autorisent une grande mobilité des profits sans contrepartie de réinvestissement. Ces dispositifs profitent également à quelques fortunes locales au capital transnational « flottant ».

Les enjeux autour de la logistique et de l'approvisionnement des lieux touristiques sont également considérables. Les choix stratégiques en la matière relèvent des services spécialisés des grandes firmes en question ; loin des réalités de chaque pays d'accueil, ils privilégient des logiques internationales, globales, qui permettent de satisfaire au meilleur coût l'ensemble de leurs unités touristiques. Wilkinson (2004) souligne que moins de 15 % de la nourriture consommée dans les hôtels de Sainte-Lucie est d'origine locale, notamment en raison du souci de régularité des approvisionnements, des contrôles sanitaires et des goûts des touristes. Les apports nets du tourisme doivent donc être envisagés après déduction de toutes les importations (entre autres alimentaires). Les études conduites à partir de l'île de Sainte-Lucie laissent apparaître des pertes financières équivalentes à 50 % des revenus touristiques déclarés (Poon *et al.*, 1990 ; Wilkinson, 2004). Les possibilités de participation des populations locales au processus touristique sont alors limitées.

Ces remarques permettent de distinguer les revenus réels du tourisme et de mieux comprendre les difficultés économiques de certaines îles au cœur des dynamiques touristiques. En filigrane, la question fondamentale qui se pose est celle du prix de revient du produit touristique au regard des ressources consommées localement et des investissements, notamment en termes d'infrastructures, financés par les autorités locales ; plus



Plage à Punta Cana en République dominicaine.
Photo : www.residence-alizea.com

précisément se pose la question du partage des revenus. Actuellement, la priorité de ces jeunes États est plutôt celle de l'emploi. Dans ce contexte on peut cerner davantage les difficultés des Antilles françaises qui, en dépit des quelques avantages fiscaux réels, sont loin de pouvoir rivaliser avec les autres îles de la région. Les avantages comparatifs des îles moins développées sont plus attractifs que ceux de territoires plus riches, dotés de structures juridiques et sociales efficaces, qui garantissent les droits des sociétés locales, par exemple des salaires minimums avec un code du travail, des lois interdisant la privatisation des plages.

Ces îles fonctionnent davantage comme de simples supports d'accueil qui s'inscrivent dans une logique internationale où les perspectives de participation locale sont réduites (faute de capitaux et d'accès aux marchés émetteurs). Le développement du secteur touristique résulte de mécanismes complexes dont la maîtrise échappe à des populations locales partagées entre rancœur et sentiment d'impuissance, inflation et dollarisation des économies locales, fermeture de portions de rivages, coût du tourisme pour le milieu et les hommes.

C'est dans un tel contexte (où l'importance des flux touristiques et des ressources des îles contraste avec la faiblesse des revenus) que s'impose la réflexion sur la recherche de nouvelles solutions de rechange, mieux ancrées dans les territoires et les sociétés d'accueil, pour un véritable projet de développement touristique durable. L'écotourisme est alors au cœur des nouvelles propositions (Breton, 2001). Il s'agit de soutenir des programmes dont l'une des ambitions est de contribuer davantage au bien-être des communautés locales et d'aider à financer des aires protégées. Ainsi, le gouvernement du Venezuela, avec



son programme Turismo y Revolución², entend bien utiliser le tourisme comme outil au service du développement endogène du pays par le soutien de projets écotouristiques comme ceux coordonnés par la fondation Programa Andes Tropicales (institution vénézuélienne sans but lucratif) dans la région andine de Mérida (Lesfants et Molinillo, 2004). S'organisant à partir de flux diffus et modestes, les retombées économiques de l'écotourisme restent mesurées. Cependant la diffusion de ces revenus dans des territoires isolés, confrontés à une grande pauvreté, peut effectivement avoir un effet appréciable sur le bien-être des populations. L'écotourisme participe à la création d'emplois spécifiques (guide, artisanat) au sein des communautés locales, à l'amélioration de l'habitat avec des petites unités d'hébergement chez l'habitant et une revalorisation de la place des femmes. Les pratiques écotouristiques introduisent des revenus complémentaires qui circulent au sein de la communauté et qui soutiennent des projets communautaires éducatifs (en supportant l'école du village) et médicaux (construction et animation de dispensaire). La réflexion autour de l'écotourisme prend alors tout son sens. Il s'avère indispensable d'envisager de nouvelles approches touristiques, complémentaires et originales, mieux intégrées aux milieux et aux sociétés d'accueil, susceptibles d'introduire des solutions de rechange au classique tourisme balnéaire de masse et de s'inscrire dans une perspective de développement durable.

Tourisme et développement, les limites des logiques actuelles

Retranchement sécuritaire et « bulles touristiques »

Contrairement à l'idée reçue qui suggère que les enclaves touristiques construites *ex nihilo* (les fameux comptoirs qui concentrent des hébergements et des services spécialisés dans des lieux où la présence de la population locale se limite à quelques catégories d'emplois, celle-ci habitant à l'extérieur du lieu ; Équipe MIT, 2002) devraient naturellement évoluer au profit d'une ouverture sur les territoires et les sociétés d'accueil – en quelque sorte sur la base des modèles touristiques observés sur les littoraux européens –, les lieux touristiques de la Caraïbe demeurent largement fermés et les nouvelles constructions mettent l'accent sur les dispositifs de

retranchement vis-à-vis des territoires d'accueil. La prise en compte des risques sociaux et géopolitiques en général, dans un contexte régional complexe, fortement inégalitaire, conduit les investisseurs à privilégier des modèles de lieux fermés et sécurisés. De dimensions variables, les enclaves peuvent s'étendre sur l'ensemble d'un territoire micro-insulaire ou s'approprier quelques rivages avec une attention particulière pour les secteurs coralliens et un certain goût pour les sites de presqu'îles. Ces dynamiques ségrégatives – à l'image des réalités qui prévalent dans les métropoles de la région – ont renforcé les processus d'enclavement depuis une quinzaine d'années. Loin de s'ouvrir, les comptoirs se ferment davantage et la sécurité est une condition indispensable pour leur succès commercial (comme la presqu'île de Varadero, Cuba). Il en résulte un processus d'insularisation des lieux touristiques – réservés, coupés du territoire d'accueil, avec leurs propres dessertes, parfois privées – qui se ferment au reste du territoire d'accueil. Les populations locales indésirables se regroupent dans les banlieues urbaines et les autres bidonvilles, invisibles, ignorées de tous. Ces enclaves entretiennent les frustrations et les discriminations au sein de ces sociétés économiquement « sous influence », où les réactions imprévisibles peuvent être brutales (par exemple à l'encontre d'un individu qui s'égarerait hors des sentiers touristiques balisés).

Les événements des dernières années ont souligné l'importance des conditions géopolitiques sur le tourisme international et les inquiétudes suscitées par les attentats du 11 septembre 2001 semblent avoir précipité la réorganisation du marché : si la Caraïbe jouit d'une image de « paradis sécurisé », de destination où les risques sont parmi les plus faibles pour les touristes, c'est en grande partie grâce au large regroupement des touristes dans des zones enclavées. La région doit en effet supporter d'importantes tensions sociales, des poches de pauvreté et des territoires non contrôlés aux mains de la criminalité organisée, des gangs et des cartels de la drogue (qui ont aussi leurs entrées dans certaines stations comme Acapulco et Negril ; De Albuquerque et McElroy, 1999). Dans les villes touristiques, comme La Havane ou San Juan, sont définis des « carrés touristiques », périmètres haute-



L'enclave du Village Pierre et Vacances à Sainte-Lucie (Martinique).

Photo : Olivier Dehoorne

ment sécurisés dans un espace patrimonialisé, où le visiteur évolue en toute quiétude sous la discrète vigilance des forces de police consacrées au touriste.

Sécurisation des lieux et simplification de la vision de cet ailleurs désiré aboutissent à la logique des « bulles touristiques ». Comme le souligne Knafou (1992), « l'explosion du tourisme de masse a produit une uniformisation croissante des caractéristiques des lieux », soutenue par « l'exigence de standardisation, condition à une commercialisation internationale des produits touristiques ». La perte d'originalité des produits touristiques aboutit « à un gommage complet de la spécificité des lieux » où les références au territoire national d'appartenance semblent bien secondaires. On vend le soleil de la Caraïbe, la « plage de rêve » et l'« authentique » de « pacotille » triomphent, dans la mise en décor de nos vacances » (*idem*). Les touristes n'ont aucun besoin de sortir de leur bulle touristique : ils ont acheté une part de « paradis » dans leur forfait. Tout le fonctionnement est conçu pour minimiser les contacts entre les touristes et la société locale. L'enclave se referme sur « sa » plage et le client reste dans ses repères de consommation habituelle, son quotidien. Il est dans un espace non étranger. Le décorum lui inspire cet ailleurs, mais tout le fonctionnement des lieux est calqué sur son quotidien. C'est la tentation d'un ailleurs contemplé de la terrasse d'un bar, d'une piscine ; la satisfaction d'un désir d'exotisme tout en étant protégé de l'altérité. Le touriste n'abandonne pas son environnement familier pour un nouvel environnement totalement étranger.



Le véritable défi serait que ces séjours en « bulle touristique » ne soient qu'une première étape, une prise de contact avec un milieu lointain, désiré et redouté, pour un premier apprentissage qui guiderait le touriste vers d'autres pratiques davantage intégrées aux sociétés d'accueil. Or, dans les logiques actuelles du marché, la mise en scène de la Tropicalité, de son exotisme, semble bien être une fin en soi. Le défi pour les sociétés locales est de parvenir à proposer d'autres solutions, de « déconstruire » les représentations dominantes pour se réapproprier leurs propres images et d'imaginer d'autres perspectives.

Les enjeux environnementaux en question

L'accroissement rapide des flux sur des petites îles, parfois sur des portions exigües de littoral, pose de réels problèmes environnementaux qui nécessitent une réflexion sur les choix de développement. Sur les littoraux tropicaux, et surtout sur les territoires insulaires, les effets directs des modes de consommation touristique actuels occasionnent de nouvelles dégradations qui s'ajoutent à celles provoquées par l'urbanisation et les pressions démographiques des lieux. Les processus qui aboutissent à la raréfaction de ressources et la pollution avancée sont identifiés (Island Resources Foundation, 1996 ; Saffache, 2000), mais les prises de décision relèvent du domaine politique. Il convient de s'interroger sur la cohérence des modes de gestion mis en place, par exemple dans le cas des croisières, où plusieurs navires (avec plus de 3000 passagers chacun) se concentrent dans une même petite baie (comme la pointe Séraphine à Sainte-Lucie ou Havensite Mall dans les îles Vierges américaines). C'est aussi la situation critique de l'île d'Aruba (113 000 habitants sur 192 kilomètres carrés) qui reçoit plus de 720 000 touristes de séjour (pour une durée moyenne de huit nuits) et quelque 230 000 croisiéristes. Les volumes de consommation qui accompagnent ces flux posent inéluctablement des problèmes en matière de gestion des déchets et de recyclage des eaux usées, avec des complexes hôteliers très souvent dépourvus de système de traitement adéquat. Une réflexion sur les effets de ce tourisme de masse s'impose dans ces milieux marins fragiles, qu'il s'agisse de l'impact des croisières (Wilkinson, 1999), du mouillage des plaisanciers ou des plongées et des chasses sous-marines dans les milieux coralliens affaiblis.

De telles situations conduisent à la fameuse « spirale de la mort » (McElroy et De Albuquerque, 1998), où l'urbanisation littorale stimulée par les flux touristiques provoque une accumulation de pollutions domestiques qui conduit à la dégradation irréversible de certains lieux très fréquentés, comme les plages de Miami Beach depuis les années 1960 et de Condado (San Juan) depuis les années 1980. Et le cycle se reproduit implacablement ; les nouvelles dimensions de ce tourisme de masse, avec des densités particulièrement fortes, sont à prendre en considération. Des secteurs littoraux se détériorent rapidement dans ces petites îles aux ressources limitées et dont le milieu biophysique constitue la principale richesse. Le non-renouvellement des ressources pose le problème des choix de développement qui, pour l'heure, relèvent des seules exigences de croissance économique (Daly, 1990 ; Goodland, 1992).

Face à l'affirmation d'un tourisme de masse dans la Caraïbe, et son corollaire qu'est la dégradation avancée des ressources (notamment littorales), des stratégies écotouristiques sont aussi déployées pour gérer différemment les lieux dotés des ressources les plus prisées (les petites îles et îlots et leurs lagons). Compte tenu de la grande vulnérabilité de ces ressources et du risque de dégradation fatal que représenterait une ouverture incontrôlée au grand public, l'argument écotouristique, et plus largement écologique, est alors fondamental. L'accessibilité réduite de ces lieux protégés, souvent dépourvus de liaisons aériennes régulières, permet de contenir la fréquentation au profit de quelques élites financières internationales. Préservation

des ressources et faible ouverture au profit d'un tourisme haut de gamme vont alors de pair, comme dans les petites îles de l'archipel de Saint-Vincent et les Grenadines ou encore dans les archipels côtiers du golfe du Honduras (Stonich, 2000). L'affichage écotouristique, soutenu par l'intervention de quelques organisations non gouvernementales (ONG), se traduit dans l'espace par une fermeture des lieux, avec des tarifs prohibitifs qui permettent de mieux se prémunir contre des « risques » du tourisme de masse.

L'environnement, l'accès aux ressources et leur gestion sont au cœur de conflits d'usage qui relèvent de décisions politiques, comme dans le cas des réserves marines dont les réglementations conduisent à la disparition des pratiques traditionnelles. De nouveaux résidents internationaux s'installent dans ces « derniers paradis », tandis que les populations des îles investies, incapables de survivre dans le nouveau cadre juridique imposé, dépourvues de ressources et dépossédées de leurs terres communautaires, quittent les îles côtières pour le continent proche (comme dans le golfe du Honduras) ou se concentrent dans des bidonvilles urbains (Stonich, 2000).

Conclusion

Le tourisme pose ici la question de l'intégration des communautés locales dans ces pays où les différences politiques, raciales et culturelles alimentent les conflits latents. Les alliances entre des groupes dominants locaux – qui accaparent la plus grande part des revenus – et des pouvoirs exogènes sont sources de tensions. Les choix de développement en matière d'infrastructures sont parfois contestables et certaines communautés se sentent négligées, voire exclues. Par ailleurs, les dérives des pratiques dans certains lieux touristiques ne sont pas sans perturber des sociétés locales qui se replient sur des cultures traditionnelles. Ces stations touristiques sont parfois le théâtre de grands défouloirs où des touristes s'autorisent, dans l'anonymat temporaire de ces « ailleurs », des débordements impossibles dans leur société d'origine, comme en matière de prostitution et de pédophilie (Kempadoo, 1999). Les analyses axées sur les enjeux économiques tendent à négliger l'absence flagrante d'équité qui exacerbe les réalités de sociétés très inégalitaires. Inflation, sentiments de



Les petits vendeurs se regroupent sur les circuits touristiques qui relient les principales curiosités de l'île (Sainte-Lucie).

Photo : Olivier Dehoorne



manipulation, de spoliation, nourrissent des ressentiments susceptibles de surprendre le touriste qui se promène au milieu de ses cartes postales à mille lieux des réalités locales.

Les rapports de force asymétriques et les profondes divisions attisent les tensions autour des décisions prises en matière d'aménagement touristique et de gestion des ressources naturelles. L'État, parfois partial, aux moyens limités, n'est pas toujours en mesure de contrôler l'évolution des projets impulsés par certaines élites locales aux intérêts transnationaux. En ce sens, Edie (1991, cité par Daniel, 1996) insiste sur « l'unité dialectique entre clientélisme interne et dépendance externe », où « dépendance et clientélisme peuvent être mieux compris s'ils sont appréhendés comme les différentes facettes d'une même réalité ; ils reposent sur le même modèle d'échanges asymétriques entre dominants et dominés ».

Parmi les clés pour l'avenir, il convient de mieux prendre en compte des réalités environnementales humaines et biophysiques des espaces considérés, de s'interroger sur le contrôle des terres et les processus de privatisation des ressources convoitées. La recherche de solutions impliquant les communautés locales, tant sur les formes de consommation touristique que dans le renouvellement des sources de revenus, s'impose pour s'écarter d'un développement monolithique extraverti. Cela peut s'opérer par l'intermédiaire de projets d'écotourisme qui privilégient des pratiques appropriées, plus viables au regard du fonctionnement global de ces sociétés, tant économique qu'écologique ou politique (Hall et Lew, 1998). Mais le recours à l'argumentation écologique doit aussi interpellier quant à son intentionnalité réelle. Le contrôle des ressources est essentiel pour asseoir sa suprématie sur le territoire investi et les acteurs dominants n'hésitent pas à développer des argumentaires écologiques qui légitiment leur appropriation des ressources en se donnant les moyens de contrôler les mobilités touristiques autour des derniers « édens tropicaux ».

Olivier Dehoorne est maître de conférences à l'Université des Antilles et de la Guyane (Martinique).

Notes

- 1 Touristes français.
- 2 « *Todos podemos contribuir con un granito de arena para el desarrollo sustentable de la actividad turística en nuestro país. El desarrollo es endógeno cuando nace desde adentro, desde cada comunidad, desde cada casa, desde lo profundo de cada ciudadano y ciudadana.* » (Nous pouvons tous contribuer ne serait-ce qu'un grain de sable au développement durable de l'activité des touristes dans notre pays. Le développement est endogène quand il prend naissance de l'intérieur, de chaque communauté, de chaque foyer, de la conscience même de chaque citoyen et chaque citoyenne. (Ministère du Tourisme, Venezuela.) [Traduction libre]

Bibliographie

- Audebert, C. (2000), « Miami, porte d'entrée de la Caraïbe aux États-Unis », *Terres d'Amérique*, n° 3, p. 375-418.
- Breton, J.M. (dir.) (2001), *L'écotourisme : Un nouveau défi pour la Caraïbe ?*, Paris, Karthala, Série « Îles et pays d'outre-mer », vol. 1.
- Burac, M. (1999), « L'occupation touristique de Paradise Island (Nassau, Bahamas) », *Terres d'Amérique*, n° 2, p. 267-297.
- Cameron, S. (2000), *Footprint Handbook: Dominican Republic*, Bath, Footprint Books.
- Daly, H.-E. (1990), « Sustainable Growth: An Impossibility Theorem », *Development Journal of the Society for International Development*, tome 3, n° 4, p. 45-47.
- Daniel, J. (1996), « Pour une réévaluation des rapports entre l'économie et le politique », dans J. Daniel (dir.), *Les Îles Caraïbes. Modèles politiques et stratégies de développement*, Paris, Karthala-CRPLC, p. 11-44.
- De Albuquerque, K., et J.-L. McElroy (1999), « A Longitudinal Study of Serious Crime in the Caribbean », *Caribbean Journal of Criminology and Social Psychology*, n° 4, p. 32-70.
- Dehoorne, O. (2006), « Le tourisme dans les Caraïbes. Logiques régionales et enjeux environnementaux », *Terres d'Amérique*, n° 5, p. 175-205.
- Équipe MIT, (2002), *Tourismes 1. Lieux communs*, Belin, Paris.
- Gayle, D.J., et J.N. Goodrich (1993), *Tourism Marketing and Management in the Caribbean*, London, Routledge.
- Goodland, R. (1992), « The Case that the World Has Reached its Limits: More Precisely that Current throughout Growth in the Global Economy Cannot Be Sustained », *Population and Environment*, tome 13, n° 3, p. 167-182.
- Hall, C.-M., et A.A. LEW (dir.) (1998), *Sustainable Tourism, A Geographical Perspective*, Haslow, Longman Edit.
- Island Resource Foundation (1996), *Tourism and Coastal Resources Degradation in the Wider Caribbean*, St. Thomas (Îles Vierges américaines), Island Resources Foundation.
- Kempadoo, K. (1999), « Continuities and Change: Five Centuries of Prostitution in the Caribbean », dans Kempadoo Kempala (dir.), *Sun, Sex, and Gold. Tourism and Sex Work in the Caribbean*, New York, Rowan & Littlefield Publishers Inc., p. 3-33.
- Knafou, R. (1992), « De quelques rapports souvent contradictoires entre tourisme et environnement », *Actes du colloque Tourisme et Environnement*, Paris, La documentation française, p. 16-23.
- Lesfants, Y. et M. Molinillo (2004), *El turismo rural, una herramienta para el desarrollo y la conservación en los andes tropicales*, Fundación Programa Andes Tropicales.
- McElroy, J.-L., et K. De Albuquerque (1998), « Tourism Penetration Index in Small Caribbean Islands », *Annals of Tourism Research*, vol. 25, p. 145-168.
- Organisation mondiale du tourisme (1999), *Marchés émetteurs de tourisme*, Madrid, OMT.
- Organisation mondiale du tourisme (2003), *Compendium of Tourism Statistics*, Madrid, OMT.
- Organisation mondiale du tourisme, 2005, *Americas*, OMT, Édition 2004.
- Patullo, P. (1996), *Last Resorts: The Cost of Tourism in the Caribbean*, London, Castell.
- Poon, A., A. Sobers, S. Williams et W. Mitchell (1990), *The Economic Impact of Tourism in St. Lucia, Christ Church (Barbados)*, Caribbean Tourism Organization.
- Saffache, P. (2000), *Le littoral martiniquais : Milieux, dynamiques et gestion des risques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- Stonich, S.C. (2000), *The Other Side of Paradise: Tourism, Conservation and Development in the Bay Islands*, New York, Cognizant Communication Corporation.
- Wilkinson, P.-F. (1999), « Caribbean Cruise Tourism: Delusion? Illusion? », *Tourism Geographies*, vol. 1, n° 3, p. 261-282.
- Wilkinson, P.-F. (2004), « Tourism Policy and Planning in St. Lucia », dans S. Gössling (dir.), *Tourism and Development in Tropical Island*, Cheltenham, United Kingdom, Edward Elgar, p. 88-120.
- Williams, A., et C.-M. Hall, C.-M. (2000), « Tourism and Migration: New Relationships between Production and Consumption », *Tourism Geographies*, vol. 2, n° 1, p. 5-27.
- World Travel and Tourism Council (2001), *Tourism Satellite Accounting Research (Caribbean)*, London, World Travel and Tourism Council.